



Fenêtre sur le monde n°10

Née aux heures pandémiques les plus sombres, cette série s'achève avec ce dixième numéro. Nous espérons vous avoir fait partager le plaisir de rencontrer, au cours des voyages virtuels autour du monde, les femmes et les hommes qui ont tenu tête à toutes les adversités et ont maintenu allumée la flamme du combat pour la santé, la sécurité, les droits des travailleurs, les droits des humains durement éprouvés.



Les épreuves obscurcissent toujours la vie de plusieurs peuples. Mais le vent qui se lève de l'autre côté de l'Atlantique se propage plus vite que le virus et finira par le vaincre. C'est un vent de justice, souffle nouveau pour nos poumons obstrués. Écoutons les paroles finales de l'Électre de Jean Giraudoux, tragédie de violence, de malédiction et de catharsis, à l'instar de son homonyme grecque antique : « – Comment cela s'appelle-t-il, quand le jour se lève, comme aujourd'hui, et que tout est gâché, que tout est sac-cagé, et que l'air pourtant se respire, et qu'on a tout perdu, que la ville brûle, que les innocents s'entretuent, mais que les coupables agonisent dans un coin du jour qui se lève ? – Cela a un très beau nom. Cela s'appelle l'aurore ».

Organisation Mondiale de la Santé

La plateforme de partage des données, les hypocrites et les détracteurs

Le 29 mai, l'OMS a lancé officiellement sa plateforme de partage des connaissances, de la propriété intellectuelle et des données. L'appel, publié sur son site, est intitulé « Faire de la réponse à la COVID19 un bien public commun » et sous-titré « appel de solidarité à l'action » ayant pour objectif « un accès global équitable aux technologies de santé relatives à la COVID19 » qui se réaliserait grâce à ce partage. Un formulaire d'adhésion à la plateforme et une adresse mail dédiée, ainsi que la liste des pays participants se trouvent sur le même site.

L'appel est adressé « à toutes les parties prenantes » : gouvernements et bailleurs de fonds de R&D; détenteurs de propriété intellectuelle ou de données sur des thérapies, des diagnostics ou des vaccins existants ou nouveaux ; chercheurs ; communautés de patients ; organisations inter-gouvernementales, ONG et organisations de la société civile. Ces dernières sont censées promouvoir l'appel et faciliter son implémentation.

Cette initiative a été considérée comme un pas positif (cf. notre *Fenêtre* n°8), même si elle a été « édulcorée » pour ne pas trop fâcher les entreprises puissantes du médicament. Mais *Big Pharma* est toujours fâchée et, compte tenu de sa puissance de lobbying auprès des gouvernements, elle freine leur adhésion à la plateforme.

En effet, nous apprenons le 2 juin par un article de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* que la Fédération internationale des grandes entreprises du médicament (*International Federation of Pharmaceutical Manufacturers and Associations* - IFPMA), qui se dit pourtant « engagée à accélérer ses efforts » pour fournir aux patients du monde entier des diagnostics, traitements et vaccins contre la COVID19, considère que la mutualisation de ces ressources, surtout de la propriété intellectuelle (brevets) est dangereuse, car elle « ne protège pas l'innovation ».

« L'innovation » consiste en fait à protéger leurs profits qui seront énormes, surtout avec la course de certains gouvernements à préempter des doses conséquentes du futur vaccin pour en disposer dès qu'il sera découvert, laissant les autres pays faire la queue pour obtenir le reste.

Quand l'appel à faire du médicament un bien commun a été lancé (cf. *Fenêtre* n°5) par des initiatives internationales et françaises de scientifiques et de diverses organisations, il a été vivement critiqué par certains, comme un frein à l'innovation dont émane le financement de la recherche dans les entreprises

pharmaceutiques. On y a aussi vu une sorte d'expropriation ou une énième action utopique d'ONG « hors sol » opposées au développement industriel. Mais quand on voit quels pays sont engagés dans la plateforme de l'OMS, on constate que les grandes puissances manquent : aucun membre du G7...



Que fait la France ? Comme d'habitude, le gouvernement est champion de discours généreux (« faire du médicament un bien public mondial »), qui ne sont qu'un bla-bla sans concrétisation, car la France n'y est pas engagée et soutient par tous les moyens « son » industrie pharmaceutique, même si Sanofi, « aidée » par le crédit impôt-recherche (c'est-à-dire l'argent du contribuable) était à deux doigts de se vendre à Trump, plus offrant.

Le pompon du 12 juin ou comment faire face à la concurrence grâce à... plus de concurrence : la France ne fait rien du tout pour que l'Europe se démarque des États-Unis. Elle fait même le contraire, signant une « alliance inclusive » avec l'Allemagne, l'Italie et les Pays-Bas pour préempter des doses des futurs vaccins. Comme celui payé par l'Italie (*Il Manifesto* du 14 juin), le prix payé par la France pour faire partie de cette alliance n'est pas connu. Et le risque de spéculation d'entreprises pharmaceutiques est réel.

Quant à l'Union européenne, elle se place dans la course face à Trump, en mettant de l'argent sur la table. Mais cet argent va surtout aux multinationales (les fameux « innovateurs » qu'il ne faut surtout pas décourager), même si, comme nous le savons bien, une grande partie des progrès de la recherche vient du secteur public sous-financé et malmené.

Les États-Unis ont versé plus d'un milliard de \$ à AstraZeneca pour préempter quelques 300 millions de doses de vaccin (sur 1 milliard prévu). La Grande-Bretagne, fière de son Brexit, a aussi versé l'équivalent de 200 millions d'€ pour préempter 30 millions de doses de vaccin. L'entreprise encaisse avec joie, mais à terme ce sont les patients qui vont trinquer.

Articles de Thomas Lemahieu dans *l'Humanité* du 2 et du 12 juin :

<https://www.humanite.fr/vaccin-universel-macron-parle-la-france-boycotte-689810>

<https://www.humanite.fr/traitements-contre-le-covid-19-la-guerre-pour-l'accès-au-vaccin-aura-bien-lieu-690228>

L'« alliance inclusive » vue d'Italie :

<https://ilmanifesto.it/covid-19-firmato-accordo-europeo-per-il-vaccino/>

Liste des pays mis à jour sur le site de l'OMS :

<https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/global-research-on-novel-coronavirus-2019-ncov/covid-19-technology-access-pool/endorsements-of-the-solidarity-call-to-action>

Site de la plateforme de l'OMS :

<https://www.who.int/emergencies/diseases/novel-coronavirus-2019/global-research-on-novel-coronavirus-2019-ncov/covid-19-technology-access-pool/solidarity-call-to-action>

Organisation internationale du travail (OIT) et Internationale de l'éducation (IE)

Le travail des enfants et la crise COVID19

À l'occasion de la journée internationale contre le travail des enfants le 12 juin, l'OIT, avec l'UNICEF, a publié un rapport sur les conséquences de la pandémie concernant le travail des enfants. La crainte de revenir 20 ans en arrière est réelle. Comme pour les droits des femmes et des filles, notamment pour leur accès à l'éducation et aux soins y compris ceux liés à la santé reproductive et à la contraception, on craint une « déscolarisation » de grande ampleur des mineurs, à cause de la crise économique et de la baisse des revenus des familles modestes.

Le secrétaire général de l'IE, David Edwards, tire la sonnette d'alarme. Ce n'est pas à l'éducation de payer la crise. Sans investissements publics massifs et sans politique volontariste de la part des gouvernements, le travail en général et celui des enfants en particulier ne cesseront d'être les variables d'ajustement.

S'opposer au travail des enfants est une cause consensuelle et plus ou moins convenue. Qui oserait être pour ? Cependant, pour que la crise COVID19 ne rallume pas les braises de l'exploitation, l'OIT propose des mesures qui ne concernent pas les enfants. Car le travail des enfants est lié au travail des adultes et à la situation des familles.

Tous les pays affrontent les conséquences de la COVID19, mais leur intensité n'est pas ressentie par tous de la même façon et des populations sont plus exposées que d'autres. En ce moment « critique pour le monde entier », défendre les droits des enfants c'est défendre les droits de tous les travailleurs, à commencer par un retour des adultes au travail et des enfants à l'école en toute sécurité. Sur le long terme, priorité à la protection sociale généralisée : accès aux soins, sécurité d'emploi et de revenu, sécurité alimentaire.

Les enfants travaillent le plus souvent dans le secteur informel : les travailleurs informels *adultes* doivent bénéficier de la même protection et des mêmes droits que les autres ; sur le long terme, ils doivent être intégrés dans le secteur « formel », comme en Italie qui a régularisé ses migrants travailleurs informels en mai (cf. *Fenêtres* n°7 et 8).



L'OIT prévoit que les budgets publics seront sous pression pour cause de récession post-pandémique, mais elle demande au contraire aux gouvernements de renforcer le financement de la protection sociale et des droits des travailleurs.

Créer des emplois de qualité pour les adultes mettra fin au recours aux enfants comme « force d'appoint » pour des familles où les parents sont licenciés et tombent dans la pauvreté.

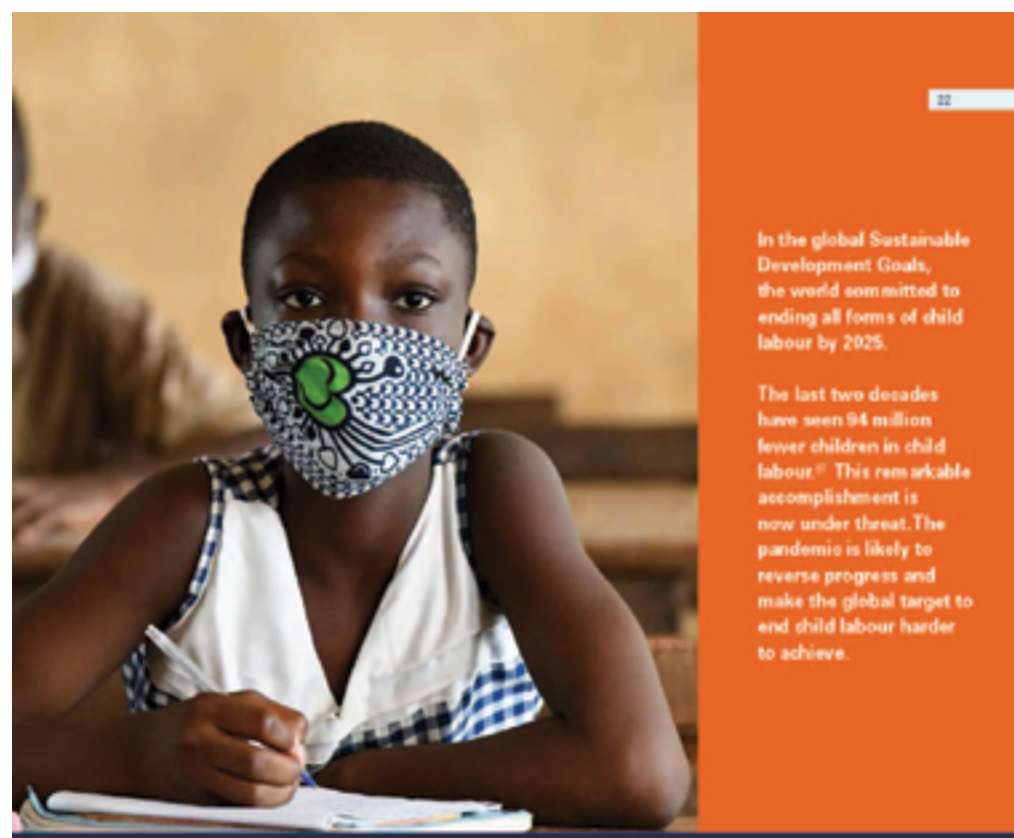
Même si on peut être dubitatif sur l'appel « au dialogue social » entre gouvernements, employeurs et syndicats, on ne peut passer sous silence le fait que les syndicats sont incontournables dans l'implémentation de toutes ces mesures. Ce sont les syndicats qui protègent les travailleurs et c'est souvent grâce à la vigilance syndicale que les violations des droits, y compris le travail des enfants, sont dénoncées.

L'IE soutient l'initiative et publie un guide contre le travail des enfants :

https://issuu.com/educationinternational/docs/2019_ei_research_childlabour_eng?fr=sZDk0YTc0MzU5Nw

Le rapport de l'OIT :

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---ipec/documents/publication/wcms_747421.pdf



Afghanistan

Le coronavirus et les femmes

Susanna Fioretti, infirmière italienne qui a longtemps travaillé dans différents pays (Mauritanie, Iran, Inde, Yémen, Soudan du Sud etc.) pour la Croix rouge italienne et qui préside aujourd'hui l'ONG *Nove Onlus* parle au quotidien *Il Manifesto* du 6 juin de la situation afghane qu'elle connaît bien, puisque c'est le pays où elle travaille actuellement (même si elle s'est retrouvée confinée à Rome).

Le titre de l'article parle d'un « virus qui se nomme faim » : ce sont les paroles d'une des femmes afghanes aidée par Fioretti, qui dit que « nous, à la maison, nous avons ce virus depuis longtemps » et ne semble pas tant intimidée par la COVID19.

Les données officielles sont très basses (178 décès), mais, de l'aveu même des autorités, elles ne représentent pas la réalité de la propagation de la pandémie. Kaboul a été confinée depuis le 28 mars, le reste du territoire depuis le 24 mai.

Fioretti est préoccupée des conséquences de la pandémie sur les premiers pas timides pour l'égalité femmes-hommes qui avaient commencé : l'Afghanistan devait faire de 2020 une année exceptionnelle, mais c'est en réalité une année de retour en arrière pour cause de COVID19. Plus qu'ailleurs, les femmes sont davantage frappées par la pandémie.

Comme dans beaucoup de pays en voie de développement, les personnels soignants sont féminisés à 70% et donc plus exposés à la contagion. Les femmes retournent à leur condition domestique (littéralement), car elles prennent soin de la maisonnée matériellement et psychologiquement. Ce travail n'est bien sûr pas rémunéré...

Pour celles qui avaient réussi une petite indépendance financière grâce à un emploi (le plus souvent dans le secteur informel), c'est la catastrophe, car elles ont perdu leur emploi pour cause de confinement et ne vont jamais le retrouver. Elles retourneront à la pauvreté et la dépendance.

La crise économique entraînera la réduction des budgets alloués à la santé féminine. Cependant, ce qui inquiète le plus l'infirmière humanitaire expérimentée c'est la montée de la violence contre les femmes afghanes. Dans la province d'Herat où elle exerce, le centre d'écoute pour les victimes se trouve dans un hôpital, afin que les femmes puissent appeler ou s'y rendre en cas de besoin sans attirer les soupçons des conjoints violents ou de la famille. Mais il a été transformé en centre anti-COVID19.

Malgré l'absence de données officielles en Afghanistan où la plupart des cas ne sont pas déclarés, les estimations officielles parlent d'une augmentation de 20% des cas durant le confinement, quand, déjà avant, l'estimation était que 51% des Afghanes auraient subi des violences.

Pour faire face au « virus qui se nomme faim », pendant le confinement, l'ONG *Nove Onlus*, aidée d'une fondation, a secouru à Kaboul 190 familles dont le chef est dans la plupart des cas une femme : distributions alimentaires, masques, désinfectant, gants et conseils médicaux sur les mesures barrières.

Compte tenu du fait qu'une famille afghane compte en moyenne 8 personnes, Fioretti estime avoir touché quelques 2.500 personnes. Elle témoigne : « un homme âgé a appris que c'était une petite ONG italienne qui distribuait cette aide et a été pris d'émotion, car il avait vu à la télé que l'Italie était l'un des pays les plus touchés par la COVID19 ».

La correspondante d'*Il Manifesto* à Kaboul demande à Fioretti comment on pourra reconstruire un monde meilleur : « en mettant les femmes et les filles au centre, dans tous les lieux où se prennent les décisions, et en leur donnant la priorité dans tous les plans de réponse aux conséquences de la pandémie, sans oublier l'économie informelle dont plusieurs d'entre elles dépendent ».

Susanna Fioretti a de l'espoir, car « les privations dont nous avons fait l'expérience sur notre peau pourraient être tournées en positif pour nous rapprocher de la part de l'humanité qui se trouve constamment et durement stigmatisée, qui a peur, manque de liberté, a faim ».

En Afghanistan, comme en Italie et dans le monde entier, les femmes pourraient être les principales motrices du « monde d'après ».

<https://ilmanifesto.it/un-virus-che-si-chiama-fame/>

Amérique latine

Malgré le confinement, les mobilisations continuent dans plusieurs pays

Équateur, Chili, Bolivie : les législations censées « protéger l'emploi » par temps de pandémie reportent en fait sur le dos des travailleurs le poids de la crise économique post-COVID19. Les populations ont faim. L'autoritarisme et la répression sous prétexte d'avoir « enfreint les mesures de confinement » sont à l'ordre du jour. Les manifestations aussi.

https://ilmanifesto.it/in-america-latina-la-protesta-non-va-in-quarantena/?utm_source=Iscritti+web&utm_campaign=0cb344578e-EMAIL_CAMPAIGN_2020_05_28_04_00&utm_medium=email&utm_term=0_1006d401fe-0cb344578e-184833583&goal=0_1006d401fe-0cb344578e-184833583&mc_cid=0cb344578e&mc_eid=10fd7a97e8

Brésil

Les criminels profitent du coronavirus pour détruire les forêts, et le Bolsonavirus n'y voit que du feu

Dans notre *Fenêtre* n°4 nous vous avons parlé de la « nécropolitique » du Bolsonavirus. La *Fenêtre* n°7 relatait les déboires du célèbre photographe brésilien Sebastião Salgado qui avait pris la défense des peuples autochtones menacés d'être contaminés par la COVID19 à cause des contacts avec divers groupes plus ou moins illégaux qui détruisent la forêt amazonienne. Maintenant, nous apprenons par les correspondants du *New York Times* à Rio de Janeiro que la pandémie COVID19 a profité aux actions illégales de « nettoyage » de vastes étendues de forêt, car la surveillance était amoindrie par les mesures de confinement et les efforts de renforcement de la loi sensiblement ralentis.

Le Bolsonavirus, dès son arrivée au pouvoir, a favorisé le développement « commercial » en Amazonie, puisque, selon lui, la réglementation était un frein à l'économie. Ce « développement » est le fait de riches éleveurs et propriétaires de latifundia, ou de groupes d'extraction minière et de commerce de bois, prisé pour la fabrication, entre autres, de meubles d'extérieur de luxe. Les entreprises apportent « le développement », qui est loin de « ruisseler » sur les habitants...

Le Brésil a aujourd'hui le plus fort taux de COVID19 de toute l'Amérique latine : plus de 34.000 personnes mortes le 6 juin ! Cela pourrait être un drame national, si le Bolsonavirus (qui a un temps nié la létalité du coronavirus et l'utilité des mesures de distanciation sociale) n'emboîtait pas le pas à son ami du nord Donald Trump.

Le ministre brésilien de l'environnement, qui soutient la politique bolsonavirienne, a déclaré le 22 avril qu'il voit en la pandémie « une opportunité pour réduire les restrictions pendant que l'attention est focalisée ailleurs. Pendant cette période de calme en termes de couverture de presse, les gens parlent seulement de COVID ». On peut donc continuer « le développement économique » (lire : la destruction de la forêt amazonienne) sans être embêté par la presse. C'est ainsi que les profits des entrepreneurs augmenteront. Si ces « acteurs économiques » ont des pratiques illégales dans leur grande majorité, et s'ils mettent la santé des autochtones en danger, ce n'est pas le problème du ministre.



Heureusement les personnels de son ministère ne voient pas les choses ainsi : l'association qui les représente (ASCEMA), dans un communiqué publié le 25 mai, a considéré que les déclarations du ministre

sont « une preuve concrète d'opportunisme criminel », rappelé les discours de haine et les attaques contre les peuples autochtones et souligné que le ministre a été nommé justement pour mener une politique de dérégulation en faveur du tout-exportation. De plus, souligne le communiqué, les personnels des organismes fédéraux de protection de l'environnement ont été les cibles des attaques, les services compétents démantelés ou privés de financement. Les personnels exigent le départ du ministre, dont les déclarations inacceptables détruisent « le patrimoine environnemental du Brésil ».

Le communiqué et l'article du *New York Times* rappellent qu'en avril dernier, trois hauts responsables d'IBAMA (*Instituto Brasileiro do Meio Ambiente e dos Recursos Naturais Renováveis*), l'Institut fédéral de l'environnement et des ressources naturelles, ont été virés pour avoir juste fait leur travail, dénoncer une large opération illégale dans l'état de Pará, au nord du pays. En mai, un fonctionnaire chargé de faire respecter la loi a été molesté par les bûcherons illégaux qui agissaient en toute impunité.

Le Bolsonavirus envisage maintenant d'accorder des titres de propriété aux squatteurs de terre.

Ane Alencar, géographe spécialiste des ressources forestières, directrice scientifique d'*Ipam Amazônia*, un institut de recherche spécialisé en environnement, dit avoir vu « l'opportunisme nourrir l'illégalité, des gens profitent de la fragilité du moment que nous vivons. La crise du coronavirus est en train de se transformer aussi en crise environnementale ». Les « investissements » qui aideront l'économie brésilienne à se relever de la crise pandémique auront l'odeur des morts et la couleur de la terre brûlée, même si, pour faire bonne figure, le gouvernement a déployé des forces en Amazonie fin mai pour « éviter » des opérations illégales.

Un leader autochtone dit avec pessimisme que cette opération est « juste pour les médias » et qu'en fait aucune arrestation n'en résulte. De plus, elle augmente le risque de contamination des habitants, puisqu'elle multiplie les contacts avec des gens venus de l'extérieur. Les autochtones ne manqueront pas de tenir le Bolsonavirus responsable de leurs victimes.

À Rio de Janeiro, tous les soirs à 20h30, les habitants sortent aux fenêtres pour faire sonner des casseroles et crier Fora Bolsonaro. C'est leur rituel nocturne. Mais la « nécropolitique » continue : malgré un dévouement héroïque du système de santé qui a évité que les cadavres s'entassent dans les rues comme en Équateur, des dizaines de soignants sont morts de la COVID19, laissés sans protection lors de l'exercice de leur métier. Et contrairement au président négationniste, la population respecte les mesures de protection quand elles sont mises en place par des autorités locales.

<http://www.ascemanacional.org.br/wp-content/uploads/2020/05/NOTA-A-trajeto%CC%81ria-e-a-oportunidade-criminosa-de-Ricardo-Salles-V3.pdf>

https://www.nytimes.com/2020/06/06/world/americas/amazon-deforestation-brazil.html?campaign_id=51&emc=edit_MBE_p_20200608&instance_id=19175&nl=morning-briefing®i_id=118678500§ion=longRead&segment_id=30326&te=1&user_id=a70d1d898464fb79de786a94b21ee8



États-Unis

État social, es-tu encore là ? Non, la matraque m'a remplacé !

Dans la première puissance mondiale, la crise COVID19 a non seulement raflé des centaines de milliers de vies, mais aussi jeté des millions de travailleurs au chômage. Nous avons déjà relaté les déboires d'une chômeuse dans notre *Fenêtre* n°9. Comme une majorité de ces compagnes et compagnons d'infortune, sa peau n'est pas blanche. Au moment où un puissant mouvement des droits civiques se lève à nouveau, rappelant Martin Luther King et tous les leaders noirs qui ont lutté pour que l'Acte des Droits Civiques les reconnaisse comme des citoyens à part entière, la police réprime avec violence, et on a évité in extremis que Trump envoie l'armée contre les manifestants.

Demander justice pour George Floyd est considéré par Trump et ses semblables comme un acte de terrorisme, de sédition, un acte anti-patriotique.

Les manifestants souffrent sous la matraque. Mais pourquoi si peu d'entre eux portent plainte ?

La réponse est donnée par la *Congresswoman* démocrate progressiste de l'État de New York Alexandria Ocasio-Cortez : de nombreux manifestants ont perdu leur assurance-santé suite à la crise COVID19. Quand ils sont frappés, gazés ou sérieusement blessés, ils ont peur de demander réparation pour les dommages qui leur sont causés, car ils viennent d'être « réassurés » et, comme nouveaux assurés, ils hésitent de déclarer par exemple des fractures ou des traumatismes crâniens ou des blessures. Les primes d'assurance risquent d'augmenter si les nouveaux assurés se déclarent en mauvaise santé. Sans compter que beaucoup ont perdu complètement leur assurance-santé, car elle est liée à leur travail, lui aussi perdu.

Assurance maladie universelle prise en charge par l'État : c'est une revendication qui monte dans le pays « de la liberté » (de tout perdre, y compris la vie). Cela va de pair avec la revendication syndicale (relayée par le mouvement syndical *Fight for 15* entre autres) d'un congé maladie rémunéré et d'une indemnité de « prise de risque » pour les travailleurs dits essentiels qui ont affronté la pandémie et sont toujours sur le front en contact avec la COVID19. Ce n'est bien sûr pas un fait du pur hasard si beaucoup de ces travailleurs ne sont pas blancs.



Minneapolis vote la fin du contrat d'association entre la police et ses écoles publiques

La *Congresswoman* progressiste et féministe de Minneapolis Ilhan Omar, qui est venue aux États-Unis de sa Somalie natale quand elle était encore adolescente en 1995, rappelle les rassemblements organisés à Minneapolis il y a quelques mois devant la mairie lors du vote du budget, contre la proposition du maire d'augmenter la subvention de la police (aux États-Unis, la police est financée par le budget de la

municipalité) : « on a parlé à des oreilles de sourd ». Maintenant, Ilhan Omar se réjouit : à Minneapolis et dans le pays tout entier, la revendication de ne plus financer la police monte.

En tant que mère, elle insiste sur le fait que même les élèves ne voulaient plus voir les policiers dans les écoles : « ma fille Isra et de nombreux élèves de Minneapolis poussaient depuis deux-trois ans pour que ces contrats avec la police soient déclarés nuls et pour ne plus aller à l'école et voir les policiers présents dans cette institution censée les instruire et les protéger ».

Cela a été voté à l'unanimité ! Ilhan Omar y voit un espoir, car les protestataires ont vu qu'il est possible de changer les choses grâce à la mobilisation. « On est débarrassé de la présence policière dans les écoles » !

https://www.thecut.com/2020/06/weve-seen-our-city-set-ablaze.html?utm_campaign=thecut&utm_source=tw&utm_medium=s1

Minneapolis vote le démantèlement de sa police

Cela se préparait dès le 7 juin, jour où un énorme meeting a eu lieu au *Powderhorn Park* à Minneapolis, avec le mot d'ordre désormais rituel dans toutes les manifestations états-uniennes des derniers jours : *defund the police !* (ne financez pas la police !). Neuf sur les treize membres du conseil municipal de la ville, une majorité de blocage, ont lu devant la foule assemblée une déclaration promettant une refonte totale du système de sécurité de la ville et un démantèlement de la police, qui, selon eux, « est irréformable et doit être dissoute ». Chaque conseiller a lu une partie de la déclaration, sous les acclamations des habitants, qui, tout en regrettant qu'il a fallu tant de morts et de blessés pour arriver au résultat attendu depuis si longtemps, sont enfin soulagés de voir leurs élus partager leurs revendications.

Les élus ont dit vouloir « travailler avec la communauté » pour élaborer un plan alternatif de sécurité publique. Selon une militante, qui répond aux interrogations de certains sur « la protection des citoyens maintenant qu'il n'y aura plus de police », les citoyens « ne se sentent pas en sécurité quand ils appellent la police, car celle-ci ne remplit pas sa fonction de base de sécurité publique ».

La pandémie réduira les budgets des collectivités car les habitants, appauvris, paieront moins de taxes locales. Minneapolis, comme d'autres villes, prévoit un budget en baisse. Au moment où le besoin de plus de services publics est criant, comment faire quand, sur un budget de 1,3 milliards de \$, on doit trouver 200 millions ? Réaffecter les sommes données à la police, qui a reçu 189 millions de \$ dans le budget municipal de 2020.

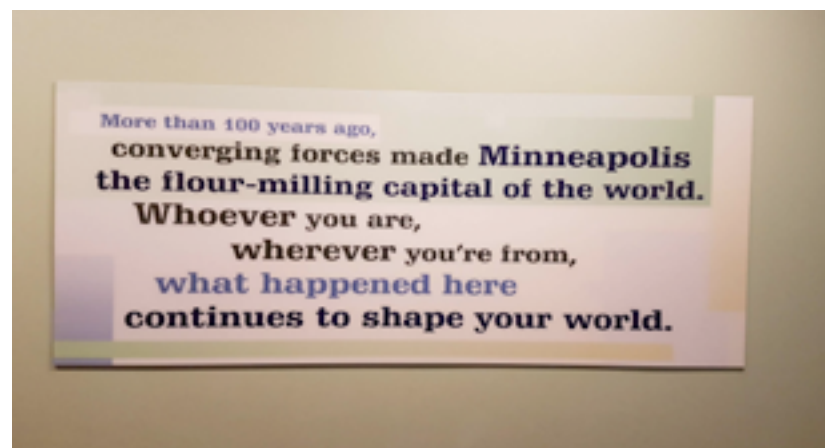


Pour New York, Alexandria Ocasio-Cortez dit la même chose : pourquoi l'argent irait-il à la police, quand les habitants, durement touchés par la COVID19, ont besoin de services de santé, d'éducation, de transport, enfin de tout ce qui garantit le bien-vivre ? « Savez-vous que le nombre de policiers dans

les écoles publiques de New York est égal au nombre total de policiers de Boston ? Je veux voir 10 conseillers, travailleurs sociaux, dans chaque école et ne veux pas financer ces policiers », précise dans un tweet celle qui, avec Ilhan Omar, Rashida Tlaib et Ayanna Pressley, forme la fameuse « escouade » haïe de Trump au point de leur ordonner de... « rentrer chez elles », tandis qu'elles sont élues au Congrès des Etats-Unis ! Elles sont jeunes, progressistes, d'origines diverses et surtout... femmes. Elles soutiennent les mouvements populaires et les travailleurs. Tout ce que Trump veut éliminer.

Quand Ocasio-Cortez se réjouit pour Minneapolis, quelques internautes grincheux la critiquent car elle n'aurait pas pensé aux policiers licenciés suite au démantèlement. Outre qu'on peut faire à Minneapolis ce qu'elle propose pour New York, à savoir recruter dans l'éducation, peut-être pourrait-on les convertir à Minneapolis pour travailler dans l'industrie meunière toujours active dans la cité dont elle a fait la gloire depuis le 19e siècle. Les moulins sont toujours là (mais en banlieue) et le Mississippi offre des possibilités de transport du blé comme dans le passé.

Un vieux chant révolutionnaire grec voulait « transformer les navires de guerre en charrues pour labourer la terre ». La nouvelle révolution serait de transformer les policiers en meuniers !



Même les médias dominants français ont fait grand cas de la décision du démantèlement de la police de Minneapolis. C'est dire combien l'onde de choc George Floyd, couplée avec celle de la pandémie et des exigences citoyennes de justice et de droits gagne le monde entier.

<https://www.nytimes.com/2020/06/07/us/minneapolis-police-abolish.html?action=click&module=RelatedLinks&pgtype=Article>

Les travailleurs de la santé rejoignent les manifestants contre le racisme

Les médecins et autres personnels soignants dans plusieurs endroits des États-Unis ont cessé le travail durant 8 minutes 46 secondes, la durée de l'agonie de George Floyd.

À New York, ville très durement frappée par la pandémie, où les soignants luttent durant des mois contre la COVID19, ils ont participé aux manifestations, ce qui, selon le *New York Times*, a ému les manifestants. Pour les soignants noirs, leur participation est aussi une protestation contre les inégalités face au virus dont sont victimes en premier lieu les Africains-Américains : 13% de la population, mais 24% des morts...

Comme soignants, ils considèrent la mort des Noirs suite aux brutalités policières comme un problème de santé publique. Comme soignants, ils sont conscients des risques encourus quand un grand nombre de personnes se rassemble et manifeste : c'est pourquoi leur implication dans ces manifestations est associée à des appels à suivre scrupuleusement les consignes de protection, qui sont les mêmes pour les manifestants et pour les policiers. Ces derniers ne semblent pas tellement prompts à les écouter, car ils continuent à exercer une répression violente, quand les rassemblements sont pacifiques.

Des experts en santé avertissent que les lacrymogènes et autres techniques policières « contre les foules » augmentent le risque de transmission du virus.

Le Dr Teresa Smith, urgentiste au Centre médical de la SUNY (*State University of New York*) basée à Brooklyn explique que George Floyd l'a fait penser aux patients COVID19 qu'elle soigne : « comme médecin, quand j'entends "je ne peux pas respirer", d'habitude je me précipite au chevet de quelqu'un. Voir George Floyd criant ainsi était une affaire personnelle pour moi, médecin de couleur ».

Un de ses collègues du même centre universitaire a organisé, avec plus de 100 personnes (patients, étudiants en médecine et personnel soignant) un *die-in*. Ses arguments sont les mêmes : les travailleurs de la santé doivent comprendre que la peur de la brutalité policière que ressentent les Noirs est « aussi viscérale que celle de tous face à la COVID19 ». Et un autre ne supporte pas de voir la vidéo du meurtre de George Floyd après avoir assisté à tant de morts de ses patients COVID19, surtout des Noirs.

Les soignants considèrent que la solidarité avec les manifestants fait partie de leurs devoirs. Ils sont réconfortés de retrouver des humains rassemblés, après les restrictions de visites à l'hôpital dues à la pandémie. C'est une manière de rompre avec l'isolement dont ont souffert leurs patients et l'impuissance de les voir mourir seuls, sans la présence de leurs proches.

<https://www.nytimes.com/2020/06/07/health/doctors-george-floyd-coronavirus.html?action=click&module=RelatedLinks&pgtype=Article>



#ShutDownAcademia : des sociétés savantes états-uniennes appellent à « la grève pour les vies noires » le 10 juin

L'information nous est parvenue via notre camarade mathématicien Grégoire Nadin que nous remercions vivement. Le mot d'ordre #ShutDownMath est la déclinaison mathématicienne de celui, général, à cesser le travail dans tout l'ESR états-unien le 10 juin, à l'appel du mouvement antiraciste *Black Lives Matter*, auquel se joignent d'autres sociétés savantes. Sur leur blog, les collègues mathématiciens expliquent d'emblée qu'il faut passer à un stade supérieur : ne plus être de simples « alliés » ou défenseurs d'une « meilleure représentativité » des « minorités » dans la recherche scientifique en général et les maths en particulier. « Le but est de créer un environnement où toute personne qui VEUT être un mathématicien peut le devenir », de sorte que les mathématiques soient aussi utiles aux communautés autochtones.

Ce que les mathématiciens soulignent dans leur appel c'est qu'il faut agir, au delà des paroles et des incantations, pour « éradiquer l'oppression systémique à tous les niveaux de nos disciplines académiques ». En s'incluant dans le monde plus large des STEM (*Science, technology, engineering, mathematics*), ils font des recommandations aux collègues « non-Noirs » (sic) pour partager les initiatives : devenir membre et faire des dons aux associations scientifiques militantes comme *Mathematically Gifted and Black* ou *Data 4 Black Lives* (le mieux est bien sûr de faire adhérer son laboratoire ou département scientifique) ; changer les pratiques de recrutement ; inclure des lectures antiracistes dans son enseignement ; ne plus être un « gardien du temple » passif du statu quo ; demander à ses collègues d'arrêter de contribuer au développement d'algorithmes d'oppression, d'arrêter de promouvoir des travaux aboutissant à des politiques d'inégalité et de surveillance.

Le but des collègues de l'*American Mathematical Society* (AMS) est que leur communauté scientifique soit consciente de ce qu'elle peut faire pour que les choses avancent concrètement. « Lis ce texte dans son intégralité. Et ensuite fais quelque chose ».

<https://blogs.ams.org/inclusionexclusion/2020/06/06/shutdownmath/>



Les syndicats de l'éducation demandent justice pour George Floyd

La Fédération des enseignants de Minneapolis, membre de l'AFT (*American Federation of Teachers*) et de la NEA (*National Education Association*), tous deux affiliés à l'IE, joint les mobilisations qui, à travers le pays, scandent « pas de justice, pas de paix ». Comme syndicalistes de l'éducation, « nous devons donner l'exemple à nos élèves », écrivent les collègues, et se rassembler pour donner du sens à ce « moment historique ». Une pétition en ligne est lancée. À part l'appel à la solidarité, la fédération demande aux élus à investir dans l'éducation publique, le logement et les besoins de la communauté au lieu de financer la police, et aux médias de focaliser sur la justice pour George Floyd et pour tous les Noirs victimes de meurtre.

<https://www.ei-ie.org/en/detail/16817/usa-educators-join-in-public-outcry-and-demand-justice-for-george-floyd>

Pour soutenir l'action des collègues :

<https://actionnetwork.org/petitions/minneapolis-demands-justice>



La dernière indignité de la ministre de l'éducation

L'inénarrable Betsy DeVos, ministre de l'éducation états-unienne, veut exclure des aides post-COVID19 accordées aux étudiants ceux qui n'ont pas la nationalité, ou pas de papiers en règle, ou qui sont « sans-papiers de fait » puisque l'administration Trump a annulé la réglementation mise en place par Obama. Cette dernière catégorie inclut un grand nombre de jeunes qui font leurs études à l'université aujourd'hui, mais sont venus au pays quand ils étaient enfants. Ces dizaines de milliers d'étudiants étaient protégés par le programme DACA (*Deferred Action for Childhood Arrival*).

Le ministère de l'éducation a publié le mardi 9 juin son interprétation « un peu bizarre » de qui devait ou non bénéficier de l'aide fédérale votée par le Congrès en mars dernier. Cette aide consiste, pour les étudiants impactés par la fermeture des campus, à des subventions d'urgence couvrant leurs frais de logement, de nourriture, de matériel informatique, d'accès internet ou de garde d'enfants. Les universités doivent utiliser pour cela la moitié des 12,6 milliards de \$ d'aide reçus.

Betsy DeVos a demandé aux universités de ne pas accorder l'aide à tous les étudiants qui en ont besoin. Exclut, les étudiants étrangers bloqués aux États-Unis, sans ressources et sans possibilité de retour dans leur pays ; exclus, les étudiants qui se considèrent comme états-uniens, mais deviennent des sans-papiers indésirables, même s'ils ont toujours vécu dans ce pays. Selon Madame DeVos, « les contribuables U.S. ont soutenu de longue date les étudiants U.S. et cette règle assure la continuité de cette politique bien établie ».

Certaines universités, comme le *California Community College*, s'inquiètent et font même des procès au ministère, car la moitié de leurs étudiants se trouvent exclus. Le ministère répond que c'est juste une réglementation « préliminaire ». Mais elle doit s'appliquer dans les 30 jours suivant sa publication, et elle a déjà été publiée...

Voilà le monde merveilleux de l'*America first*.

https://www.nytimes.com/2020/06/11/world/coronavirus-live-updates.html?action=click&pgtype=Article&state=default&module=styln-coronavirus-national&variant=show®ion=TOP_BANNER&context=storylines_menu

Grèce

Interview exclusive

Maria Kefalopoulou est docteur en Psychologie sociale de l'Université Paris 7. Elle habite et travaille à Athènes. Elle est spécialisée dans les questions d'égalité de genre, de violences intrafamiliales et de thérapie centrée sur la personne. Elle a accepté de répondre à nos questions. Nous la remercions vivement de partager son expérience avec nous.

Peux-tu nous donner un aperçu de la situation en Grèce depuis le début de la pandémie jusqu'à aujourd'hui ?

La Grèce s'est aperçue très tôt du danger pour la santé et la vie de ses citoyens et a pris immédiatement les mesures nécessaires. Mais au début, c'était la surprise et la peur qui nous ont tous envahis.

Cependant, après, on peut dire qu'en général la population a réagi avec conscience et responsabilité. Il faut toutefois dire qu'aujourd'hui, après la levée du confinement (NDLR. le 4 mai), nous assistons à l'autre extrémité, surtout pour ce qui concerne le comportement des jeunes : c'est comme si le coronavirus n'avait jamais existé.

D'après ton expérience théorique et pratique, quel pourrait être l'impact psychologique du confinement et de la pandémie en général sur les Grecs ?

Dans un premier temps, l'impact du confinement était important et décisif, surtout parce que la population a eu peur de tomber malade, sachant que le système de santé était en mauvais état. Aujourd'hui, on est angoissé, car les problèmes de la Grèce sont surtout économiques, puisqu'elle s'appuie en grande partie sur le tourisme et non sur la production primaire. C'est pourquoi les mesures restrictives ne peuvent continuer sans un énorme coût économique.

Tu as travaillé sur les questions d'identité : penses-tu qu'elle ait joué un rôle particulier pour que la Grèce s'en sorte mieux que d'autres pays ? Cela aiderait-il à réhabiliter l'image de la Grèce que les médias dominants ont ternie pendant la décennie passée ?

C'est sûr que le confinement rapide a joué un rôle. J'espère que l'image de la Grèce changera, mais, si cela arrive, ce sera plutôt un résultat sur le long terme. Cependant, je suis inquiète que ce bon résultat grec ne tienne pas longtemps, car je vois que plusieurs personnes, surtout les jeunes, ne prennent plus beaucoup de mesures de protection et ne respectent pas scrupuleusement les gestes barrières. Cela donne l'impression qu'ils ne se soucient pas tellement de se protéger et de protéger leurs concitoyens... Mais j'espère qu'ils vont réfléchir sur les risques possibles et qu'ils vont changer leur attitude.



Ce qui a aussi joué pour que la Grèce s'en sorte mieux que d'autres pays, c'est la traditionnelle importance de la famille qui est encore un facteur majeur de cohésion de notre société, ainsi que la conscience qu'il faut protéger les personnes âgées, qui est une priorité pour la majorité des Grecs.

Mais comment la Grèce pourra-t-elle survivre sans tourisme ? C'est là notre souci principal qui pourrait compromettre tout ce qu'on a accompli pendant la période récente en affrontant avec un relatif succès la pandémie.

Les métiers exercés par les femmes ont été très importants pour faire face à la pandémie. Quelle était la situation en Grèce ? Cela peut-il faire avancer la question de l'égalité ?

Concernant les femmes, leur rôle et leur apport surtout dans les secteurs des soins et de la santé ont été sans commune mesure, et ont beaucoup compté pour la reconnaissance des professions des soignantes et des femmes médecins aux yeux de la population. Mais pour que cela change vraiment, la question cruciale demeure ouverte, car le taux d'emploi féminin en Grèce est relativement bas par rapport à la moyenne de l'Union européenne.

Les associations féministes et la presse se sont inquiétées d'une augmentation des violences contre les femmes pendant le confinement. Qu'en est-il pour la Grèce ?

Il y a eu une certaine augmentation des violences intrafamiliales, mais la violence en général a diminué, car les délits comme les vols ou cambriolages ont beaucoup baissé.

En parallèle, à travers le contact continu des individus à cause du confinement, ont émergé des questions plus sérieuses concernant les rapports de cohabitation, ce qui n'est pas forcément négatif, à condition de bien le traiter. Une question centrale est comment cultiver des relations plus sincères et par conséquent plus « fonctionnelles » entre les personnes. Peut-être cette réalité nouvelle constituera-t-elle l'occasion de commencer à y réfléchir pour l'accomplir dans un avenir proche.

En tant que psychologue, formatrice et citoyenne engagée, quelles réflexions t'inspire la période que nous venons de vivre ?

Inquiétude et questionnements, surtout en vue d'un futur dominé par la machine, une paupérisation du plus grand nombre et un contrôle accru sur les individus.

Un sujet qui a été beaucoup discuté est le travail, la communication et l'enseignement en ligne. Sans les remettre en question totalement, il faut mettre l'accent sur la protection de l'anonymat, des droits de la personne et sur le fonctionnement démocratique de telles méthodes qui peuvent vite dériver, opprimer psychologiquement et surcharger émotionnellement.

Nous aimerions connaître tes réflexions et propositions pour « le jour d'après ».

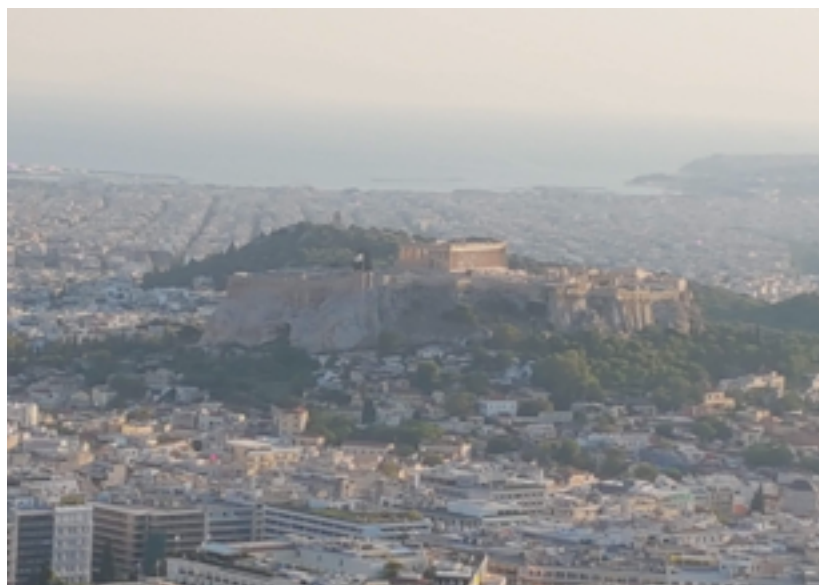
J'espère que le monde à venir sera plus humain, plus naturel et plus sage.

Après avoir été très déçue par l'UE et sa « gestion » de la crise grecque depuis 2008, je vois un climat plus stable et plus confiant qui commence à s'installer. Il semblerait qu'une solidarité relative existe entre certains pays et cela redonne l'espoir d'une Europe de l'égalité, de la coopération et du soutien mutuel.

Pour la Grèce, un des enjeux principaux sera si elle réussira à développer sa production primaire, mettant moins l'accent sur le tertiaire, services et tourisme, et focalisant sur la production des biens en quantité suffisante (agriculture, élevage et industrie) et la création d'emplois nouveaux. Cela pourrait être une conséquence positive de la pandémie et aider à affronter une éventuelle nouvelle crise.

Le deuxième enjeu est le développement du numérique qui doit s'accompagner d'un respect de la démocratie, de la vie privée et des droits humains, et d'une réflexion sur son impact écologique.

Enfin, le troisième enjeu concerne les relations interpersonnelles, familles, amicales : plus de vérité, de camaraderie et en général un plus grand rapprochement, une égalité et une compréhension mutuelle qui pourra seulement résulter d'un dialogue continu et sincère. Plus d'humanité, moins de concurrence.



La Confédération générale des travailleurs grecs demande l'interdiction des licenciements

ΓΣΕΕ, la confédération, qui rassemble tous les syndicats du secteur privé (interprofessionnelle) de toutes les tendances, a adressé le 2 juin une lettre au ministre du travail et l'a ensuite envoyée à la presse pour publication intégrale.

La confédération demande l'interdiction des licenciements pour les entreprises qui seront admises au programme de relance gouvernemental. Elle demande que l'utilisation de l'intégralité des aides, européennes ou internationales, pour soutenir le monde du travail éprouvé par la pandémie. Elle réclame que le ministère publie enfin une liste concrète des mesures en faveur des travailleurs (quelles aides, quels métiers, quelles entreprises, quel cadrage institutionnel), car, d'après les informations envoyées par les syndicats de base de toutes les professions et de tout le pays, personne n'est en mesure aujourd'hui de savoir ce qui est ou non en vigueur, donc la désinformation augmente avec des conséquences délétères pour les intéressés.

C'est enfin, dit la confédération, une occasion de clarifier et de mettre fin à toutes les formes de travail « informelles » (c'est-à-dire au noir) qui ont miné la Grèce pendant des décennies, détruit l'économie et fragilisé les travailleurs.

Donnez une fois encore du plaisir à vos traducteurs en ligne... en lutte !

https://www.efsyn.gr/oikonomia/elliniki-oikonomia/246083_apagoreysi-apolyseon-zita-i-gsee-apo-ton-g-broytsi

Italie

Réouverture des établissements scolaires à la rentrée : dans quelles conditions ?

L'Italie, contrairement à la France, a eu la prudence de ne pas rouvrir les établissements scolaires en cette fin d'année académique. Théoriquement, et selon les demandes de la FLC-CGIL, notre fédération partenaire au Comité syndical européen de l'éducation (CSEE), au HERSC (*Higher Education and Research Standing Committee*) et à l'IE, ce report devrait permettre de réfléchir à une rentrée dans

des conditions optimales pour les personnels et les élèves. Concernant les universités, cela devrait permettre en outre d'implémenter une solution globale pour les très nombreux précaires (cf. leur adresse au ministère dans notre *Fenêtre* n°9) et le déroulement des concours de recrutement des enseignants du secondaire dans de bonnes conditions.

Mais voilà que rien ne se passe comme prévu.

L'intersyndicale (CGIL, CISL UIL, SNALS et GILDA) est sur un pied de guerre et a déposé un préavis de grève pour le lundi 8 juin. Ses représentants ont rencontré le ministère à plusieurs reprises sans pour autant obtenir un plan global qui garantisse toutes les conditions de sécurité et un enseignement de qualité à la rentrée. Ils annoncent le 6 juin que les réunions « ont mis en évidence l'inconséquence des actions du gouvernement pour l'école. Aujourd'hui, elles ne dépassent pas les intentions générales de retourner à l'activité en présentiel, mais sans aucun projet définitif ».

Cette grève est bien sûr fustigée comme illégale sous divers prétextes. Le ministère est en fait incapable de présenter un plan global, mais n'écoute pas non plus les syndicats qui, à l'instar de la FLC-CGIL, en ont un et l'ont rendu public (cf. *Fenêtre* n°7).

Ce qui gêne le plus et provoque des cris d'orfraie de certains responsables politiques, ce sont les quelques timides actions en faveur des précaires, le fait que « le ministère a préféré s'occuper du personnel précaire et attiser la guerre entre toutes les catégories de personnel » (selon *Forza Italia*), et « veut faire fermer les écoles privées ». Et la ministre s'est mis tout le monde à dos en voulant installer des « protections en Plexiglas » dans les classes (?!): la plupart des établissements s'interrogent sur la faisabilité de la mesure, seul un lycée a annoncé qu'il l'a déjà mise en place.

Les responsables d'éducation régionaux et locaux s'indignent : « l'école n'est pas une cabine téléphonique ». Les parents sont dans l'embarras, comme les enseignants.

En attendant, personne ne sait comment se passera la réouverture. Les familles, déjà dans la tourmente, les élèves et les enseignants malmenés par l'enseignement à distance, sont très inquiets.

La mesure de prudence pour se protéger de la COVID19 tournerait-elle à un désordre sans fin ? L'occasion serait-elle manquée ? Certains parlent d'une « occasion extraordinaire pour l'école » avec 15 élèves par classe et la gratuité totale. Mais les syndicats soulignent que moins d'élèves par classe (ce qui est souhaité et attendu) signifie plus d'enseignants, donc stabilisation des précaires.

Les femmes qui travaillent dans le ménage, la restauration et les assistantes scolaires *ad personam* des établissements de Brescia, qui se considèrent comme mal rémunérées, ont organisé une « flash-mob » devant la préfecture le 5 juin, à l'appel de leur syndicat FILCAMS-CGIL. Elles étaient une centaine.

Ces femmes ont vu leur condition empirer à cause de la crise COVID19 : elles perçoivent pendant 3 mois seulement 70% de leur salaire, qui n'est en fait qu'une sorte d'indemnité. Ces personnels pourtant essentiels au fonctionnement des établissements sont employés avec des contrats « cycliques » et n'ont pas de vacances d'été. Le Fonds d'intégration salariale COVID19 leur a permis de toucher ces 3 mois à 70%, mais les 3 mois suivants rien n'est prévu pour elles.

Si le ministère est incapable d'organiser un plan global pour la réouverture à la rentrée, on n'est pas surpris de voir qu'aucune solution n'est pour l'instant trouvée pour ces personnels. Peut-être leur demandera-t-on, pour compenser, d'aller installer les cabines en Plexiglas si elles sont adoptées ?

<https://ilmanifesto.it/dl-scuola-e-guerriglia-plexiglass-in-classe-dubbi-anche-a-sinistra/>

<https://ilmanifesto.it/brescia-flash-mob-lavoratrici-delle-pulizie-nelle-scuole/>

Les enseignants, les élèves et les parents mobilisés avec succès le 8 juin

« Sans financement et sans enseignants en septembre, on ne repart nulle part », disent en chœur les participants aux mobilisations du 8 juin qui se sont tenues avec succès dans plusieurs villes. Même si la rentrée peut paraître loin car 90 jours nous séparent du jour fatidique de septembre, l'année a été catastrophique : tout est fermé depuis le 6 mars, élèves et enseignants se débattent dans la jungle des écrans de « l'enseignement en ligne » et les problèmes existants ont été exacerbés par la crise COVID19.

Un financement d'urgence a été accordé : 1,4 milliard d'€. Cela servira juste à panser les plaies pandémiques et pas du tout à rattraper l'énorme retard accumulé depuis l'ère Berlusconi. Selon *Il Manifesto* le financement s'est arrêté en... 2008.

Les syndicats rassemblés (FLC-CGIL, CISL, UIL, GILDA et SNALS) dénoncent le manque de vision à long terme et les trois mois précieux perdus. Ils demandent une éducation qui ne soit plus basée sur l'évaluation, mais sur l'expérience pédagogique, une éducation inclusive en synergie avec la médecine sur les territoires et avec la santé collective, puisque l'Italie vient juste de sortir avec peine des ravages de la pandémie.

Massimiliano Rebuffo, responsable FLC-CGIL de Turin, déclare que, pour un redémarrage sérieux, l'éducation a besoin (au moins) de 36 milliards ! Il a organisé une flash-mob pour mimer la façon d'entrée en cours de deux classes de 25 élèves suivant les normes anti-COVID19 : cela prend beaucoup plus de temps que dans l'organisation actuelle de l'espace scolaire, c'est donc impossible de respecter ces normes si les espaces ne changent pas. Et pour changer, il faut de l'argent et un plan sur le long terme.

Les syndicats n'ont pas oublié de répéter encore et encore leurs griefs contre la panacée que constituerait « l'enseignement à distance » : « dans les Pouilles, 44% des familles sont sans équipement et 33% des élèves en situation de handicap ont été abandonnés », dénonce Bari Giovanni Verga, de l'UIL.

Les normes anti-COVID prévoient le dédoublement de toutes les classes, ce qui est impossible dans la situation actuelle. Mais les nouvelles embauches ne pourront avoir lieu avant 2021. Comment faire pendant au moins trois mois ?

Une bonne nouvelle quand même : le ministère renonce à l'installation de protections en Plexiglas pour les isoler les élèves dans les classes des écoles primaires (cf. ci-dessus). Mais c'était tellement énorme et ridicule, que personne ne pouvait croire que cette mesure se réaliserait un jour...

Le collectif *Apriti Scuola* (Ouvrez l'école) qui soutient les mobilisations enseignantes, a mis à contribution les parents et les élèves qui ont simulé la « classe COVID19 ».

<https://ilmanifesto.it/apriti-scuola-senza-fondi-ne-docenti-a-settembre-non-riparte-nulla/>



Niger

Réouverture de l'éducation, mais les personnels toujours en grand danger

Le Syndicat national des enseignants du Niger (SNEN), membre de l'IE, se plaint des conditions de réouverture, le 1^{er} juin, des établissements scolaires primaires et secondaires, ainsi que des établissements d'enseignement professionnel. Les universités ne sont pas (encore) concernées. Mais déjà les problèmes de manque de personnel et de locaux adéquats, qui préexistaient, sont exacerbés suite à la fermeture pour cause de COVID19 le 20 mars.

Le syndicat met en lumière la situation catastrophique des nouveaux enseignants embauchés en décembre 2019 pour pallier le manque d'encadrement des élèves. Ces collègues, principalement des contractuels (2.500 personnes), ont rejoint leurs établissements et ont commencé à enseigner mais n'ont pas été payés. On leur a promis une régularisation, ils ont donc contracté des dettes (il n'existe pas d'avance sur salaire au Niger). Ensuite, la pandémie est venue fermer les écoles et chasser les enseignants qui devaient rentrer chez eux, car les établissements où ils exerçaient étaient dans des régions rurales et difficiles d'accès, loin de leur lieu de résidence. Cela a engendré encore plus de frais. Et maintenant, on leur demande de regagner leur poste ! C'est un comble : plus de 5 mois sans salaire !

Suite aux protestations du SNEN, le gouvernement a promis de payer le salaire du mois de mai, mais non de verser les arriérés depuis la prise de poste. On a même demandé aux enseignants de travailler plus pour rattraper le retard dû à la pandémie, mais sans être payés en heures supplémentaires.

Quant aux élèves, à 60-100 par classe, la contamination est fort probable. La pandémie risque de s'étendre. Sans compter que c'est maintenant la saison des pluies, et que par endroits les écoles sont des huttes de paille... Le SNEN a estimé qu'un quart des élèves a eu accès à une sorte d'enseignement à distance (radio-télévisé), les autres n'ont rien eu faute de moyens. Le risque est grand de ne plus jamais les revoir en classe.

Enseignants désargentés et corvéables, locaux inadaptés, pandémie qui rôde, élèves perdus dans la nature : un paysage catastrophique qui met légitimement le SNEN en colère.

<https://www.ei-ie.org/en/detail/16808/niger-an-intolerable-situation-for-more-than-2500-teachers>

Nigéria

Féminicides en hausse pendant le confinement : les manifestants demandent justice

Le pays est durement frappé par la pandémie (10.000 cas, 314 décès répertoriés le 4 juin) et sous confinement partiel. Mais la hausse ne concerne pas seulement le nombre de personnes contaminées, car les violences de genre et les féminicides connaissent, sous le confinement, une augmentation inquiétante.

Dernier en date, le meurtre d'une étudiante en microbiologie de l'Université de *Benin City* (UNIBEN), tuée après avoir été violée dans l'enceinte d'une église, la *Redeemed Church*, où elle se rendait tous les jours pour pouvoir étudier, car les universités et leurs bibliothèques sont fermées.

Vera Uwaila Omozuma, surnommée Uwa, avait 22 ans. Dans la ville où elle a été tuée, et malgré le confinement, des manifestants ont pris les rues et les places pour réclamer justice et demander que la police locale fasse des investigations sérieuses et trouve les coupables. Parmi les manifestants, les disciples d'Uwa. L'université où elle étudiait a aussi réagi, choquée de ce meurtre.

D'après le quotidien italien *Il Manifesto* qui relate les faits, c'est le troisième féminicide d'une série qui comprend deux autres, des mineures. Toujours un groupe de jeunes hommes qui agressent des jeunes femmes ou filles.

La police annonce qu'une brigade spécialisée investiguera ces crimes, prenant peut-être exemple de la brigade spéciale pour les victimes de la police new-yorkaise. Dans tous les cas, elle reconnaît cette hausse inquiétante qui est due à la pandémie mais aussi aux problèmes sociaux préexistants aggravés par la COVID19.

Le hashtag *#JusticeForUwa* est devenu viral sur Tweeter, relié, actualité oblige, par certains internautes à *#BlackLivesMatter* et aux puissantes manifestations antiracistes, les unes faisant écho aux autres. Une pétition pour demander justice est en ligne, rappelant l'évidence (le viol est un crime), les noms des récentes victimes, mais aussi interpellant la gouvernement qui ne réagit pas avec la sévérité adéquate.

Malgré la pandémie, la lutte ne faiblit pas. Ce qui est encourageant dans cette tragédie, comme on voit par les photos des manifestations que les participants ont postées sur les réseaux sociaux, c'est la participation de nombreux hommes, dont l'indignation est aussi perceptible dans leurs tweets. Mais comme les restrictions dues à la pandémie ne vont pas être levées de sitôt, on peut être inquiet de la situation des femmes au Nigéria et craindre que d'autres victimes soient à déplorer. C'est pourquoi un mot d'ordre « état d'urgence violence de genre : appelez vos députés » est aussi en circulation, avec les noms et les coordonnées des représentants élus censés durcir la législation et veiller à ce que la police fasse son travail, COVID19 ou non.

https://www.change.org/p/nigerian-police-force-justiceforuwa?recruiter=886487056&utm_source=share_petition&utm_medium=twitter&utm_campaign=psf_combo_share_initial&utm_term=petition_dashboard&recruited_by_id=42147d20-7c5a-11e8-84a2-9b5ec3b6fe65

<https://twitter.com/hashtag/JusticeForUwa?src=tren>

<https://ilmanifesto.it/giustizia-per-uwa-in-nigeria-monta-la-protesta-contro-i-femminicidi-in-lockdown/>



Royaume-Uni

***#FundTheFuture* : campagne syndicale pour l'ESR post-pandémique**

Le syndicat *University College Union* (UCU), notre partenaire au CSEE, au HERSC et à l'IE, a lancé le vendredi 12 juin à 14h sa campagne de grande ampleur intitulée *Fund the future* (financez l'avenir) avec une vidéo combative de plusieurs témoignages issus non seulement de l'ESR, mais aussi d'autres professions et de citoyens conscients des enjeux et solidaires dans l'action.

La secrétaire générale de UCU, Jo Grady, qui a introduit la campagne et la vidéo, a insisté sur le fait que ce n'est pas juste pour obtenir de l'argent, même si les pertes pour l'ESR britannique sont colossales.

C'est parce que la crise COVID19 a fait grandir la conscience qu'on ne peut plus continuer comme avant : « ce n'est pas nous qui avons créé ce système marchandisé », a-t-elle souligné, « et nous ne voulons plus le subir ». Mais pour réussir, il faut élargir la solidarité entre les travailleurs et profiter de la

nouvelle conscience de l'utilité des services publics qui résulte de la pandémie. Jo Grady cite l'exemple des travailleurs postaux, car la Poste britannique a été privatisée il y a longtemps, mais ses travailleurs, avec leur engagement pendant le confinement, ont montré qu'ils accomplissaient une véritable mission de service public et que seul un service public postal pouvait le faire.

Une étude menée par UCU présente les « conséquences inimaginables » de la pandémie sur l'ESR britannique montre une perte de revenu de 2,47 milliards de £ l'année 2020-2021 (- 7%), ce qui met en danger quelques 30.280 emplois, de 240 à 1.000 postes par établissement. Mais l'ESR est parfois le principal employeur d'une ville ou d'une région, donc si on compte les emplois induits, la perte sera de 63.000 postes au total dans tout le pays.

UCU craint que cette analyse, déjà catastrophique, soit pire encore, car une estimation du *British Council* parle de réduction à moitié des doctorants internationaux, et le calcul global ne tient pas compte des éventuels travaux pour rendre les locaux compatibles avec les mesures sanitaires nécessaires pour une rentrée en sécurité.

« Le temps n'est plus à l'autosatisfaction », déclare UCU. La campagne, selon Jo Grady, sera réussie si elle essaime dans la société. C'est pourquoi le syndicat a préparé un kit militant, incité ses sections locales à l'adapter à leurs besoins, et se prépare à faire pression sur les parlementaires, selon le mode d'action des syndicats anglo-saxons.

Jo Grady a écrit solennellement au premier ministre et à ses homologues d'Écosse et du Pays de Galles, avertissant que l'ESR sera lourdement frappée par la crise post-pandémique, que des universités ont déjà commencé les licenciements, mais que les personnels ne resteront pas l'arme au pied.

Voir et revoir la vidéo de campagne, qui donne du courage par ces temps incertains :

https://www.youtube.com/watch?time_continue=11&v=f95syL1VdwM&feature=emb_logo

Ne pas hésiter à partager largement et à soutenir la campagne des collègues britanniques :

<https://fundthefuture.org.uk/>

